



Conseil économique et social

Distr. générale
29 avril 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2014-2015

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un rapport sur une vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2014-2015.

15-06094 (F) 090515 280515



Merci de recycler



Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2014-2015

Résumé

En dépit de l'atonie de l'économie mondiale, les perspectives de croissance de l'Afrique demeurent solides. Au cours de la décennie écoulée, l'Afrique a enregistré une croissance économique impressionnante de 5 % en moyenne, ce qui en fait la deuxième région ayant enregistré la plus forte croissance au monde, derrière l'Asie de l'Est et du Sud. Cette tendance à la hausse de la croissance s'est maintenue en 2014 et elle devrait se renforcer encore plus durant la période de prévision (voir fig. I ci-dessous).

La croissance que connaît le continent est stimulée par une gouvernance et une gestion macroéconomique améliorées, des investissements dans les infrastructures, une rapide urbanisation, le développement de la classe moyenne et une demande agrégée en hausse, des liens commerciaux et d'investissement diversifiés avec les économies émergentes, une plus grande intégration régionale et une diversification des partenaires commerciaux dans la région.

Toutefois, à moyen terme, les perspectives pourraient changer sur le continent en raison de la chute des cours du pétrole et d'autres produits de base, de la lenteur de la reprise économique dans les pays développés, de politiques monétaires mondiales plus rigoureuses, de chocs liés à la météorologie et de l'instabilité politique dans certains pays africains.

A. Évolution de l'économie mondiale et conséquences pour l'Afrique

1. L'économie mondiale a connu une croissance modérée, passant de 2,4 % en 2013 à 2,6 % en 2014. Les possibilités de taux de croissance plus élevés ont été réduites par l'apparition de nouvelles tensions géopolitiques en Asie occidentale et dans la péninsule de Crimée, et par le ralentissement de l'activité économique au Japon. Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait augmenter et atteindre 3,1 % en 2015.

2. Dans les pays développés, la croissance s'est accélérée en passant de 1,2 % en 2013 à 1,7 % en 2014, tirée par une performance plus robuste des principales économies européennes et par une croissance légèrement positive dans d'autres pays européens après une période de croissance négative. L'Union européenne a enregistré une croissance de 1,3 % en 2014, contre 0 % en 2013, et devrait connaître une croissance de 1,7 % en 2015. La croissance aux États-Unis d'Amérique s'est élevée à 2,3 %, alors qu'elle était de 2,2 % en 2013, et elle devrait atteindre 2,8 % en 2015, grâce à l'augmentation des investissements des entreprises et à une plus grande confiance des consommateurs résultant d'une amélioration de l'emploi. Au Japon, la croissance est tombée à 0,8 %, alors qu'elle se situait à 1,5 % en 2013, mais elle devrait s'améliorer et atteindre 1,2 % en 2015.

3. La croissance du produit intérieur brut (PIB) dans les pays en développement s'est ralentie en baissant de 4,7 % en 2013 à 4,4 % en 2014, en raison dans une large mesure de la faible croissance en Asie occidentale et en Amérique latine et dans les Caraïbes, à la suite de tensions géopolitiques, d'une faible demande intérieure d'investissement et de la détérioration des termes de l'échange. La croissance a été plus forte en Asie de l'Est et du Sud, où elle a atteint 5,9 %, alors qu'elle était de 5,8 % en 2013. Elle devrait s'élever à 6 % en 2015, tirée par un accroissement des investissements à la hausse et de l'activité économique en général.

4. Les économies en transition ont connu un ralentissement de leur croissance, avec un taux réel de croissance du PIB de 0,7 %, à la suite en partie d'une croissance freinée dans la Fédération de Russie par la crise en Crimée et les sanctions économiques qui en ont résulté. La Chine aussi devrait connaître une baisse de croissance avec 7,3 % contre 7,7 % en 2013, sous l'effet d'un changement d'orientation vers une économie plus axée sur les services et sur la consommation.

5. La situation de l'emploi dans le monde reste mauvaise. Le chômage a baissé en passant de 6 % en 2013 à 5,9 % en 2014 (Organisation internationale du Travail (OIT), 2014). Le chômage dans les économies développées reste élevé, avec un taux de 7,8 %. Le chômage continue aussi d'être élevé en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec respectivement des taux de chômage de 10,1 % et de 6,6 % en 2014. Les jeunes sont particulièrement touchés, avec un taux mondial pour les jeunes s'élevant à 13,1 % en 2013 contre 12,9 % en 2012.

6. Le taux d'inflation dans le monde a légèrement augmenté, passant à 3,1 % en 2014 contre 3 % en 2013, mais il devrait baisser à 2,9 % en 2015. L'inflation reste faible dans les pays développés, en particulier dans la zone euro, en raison de la faiblesse de la reprise économique et de chocs temporaires tels que la baisse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. La faible inflation dans la zone euro, ajoutée à la persistance d'un chômage élevé, continue de présenter un risque de

déflation et, en conséquence, de retour à la crise de la dette et à l'incertitude économique en Europe. Dans les pays en développement, l'inflation a baissé de 5,8 % en 2013 à 5,7 % en 2014, à la suite d'une inflation plus faible en Asie du Sud, et elle devrait baisser encore plus, pour se situer à 5,4 % en 2015, grâce à la baisse des cours mondiaux des produits de base et à l'application de politiques monétaires plus rigoureuses.

7. À l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'équilibre budgétaire s'est amélioré dans toutes les régions (Fonds monétaire international, 2014). Les pays développés ont poursuivi leur politique d'austérité budgétaire, en réduisant le déficit global de 4,9 % du PIB en 2013 à 4,2 % en 2014. Dans la zone euro, le déficit global a été ramené de 3 % en 2013 à 2,6 %. On estime que, au Japon et aux États-Unis, le déficit budgétaire a été réduit respectivement à 7,2 % et 6,4 %, contre 8,4 % et 7,3 % en 2013.

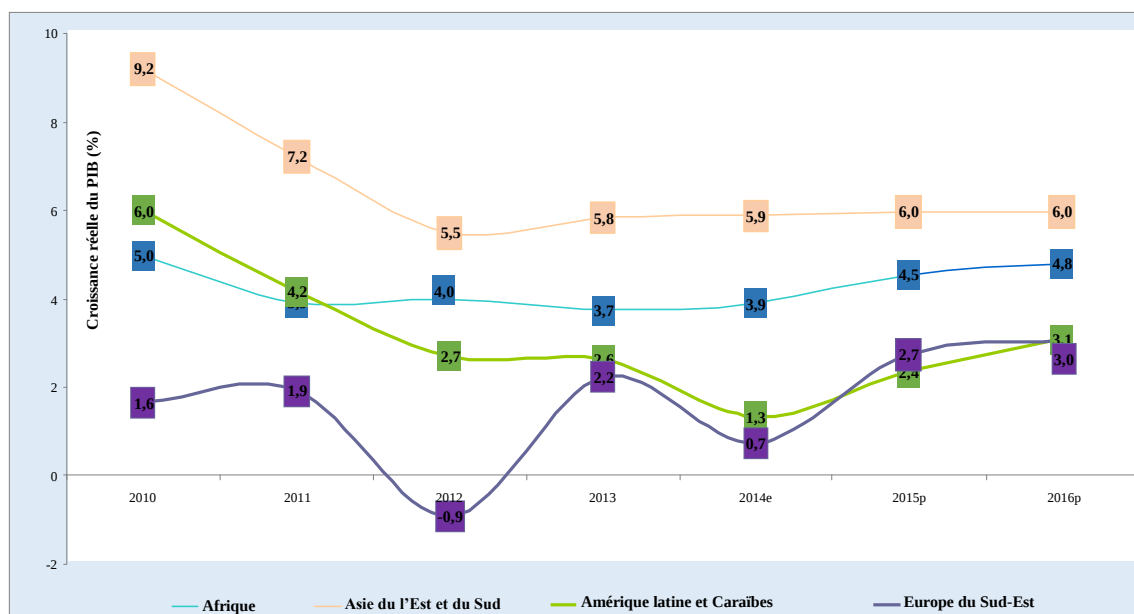
8. Le commerce mondial s'est ralenti en 2014, le taux de croissance des exportations baissant à 3,3 %, contre 3,8 % en 2013. Néanmoins, la croissance des exportations mondiales devrait s'élever à 6,8 % en 2015, grâce à une reprise de la croissance des exportations dans les régions en développement, en particulier en Asie du Sud et en Amérique latine et dans les Caraïbes. La balance des paiements courants est restée relativement stable dans les principales économies, comparativement aux niveaux de 2013. L'investissement étranger direct (IED) dans le monde est resté stable à 2,7 % du PIB, sans changement par rapport à l'année précédente (Economist Intelligence Unit, 2014). Toutefois, les flux d'IED vers les économies émergentes ont baissé, sous l'effet d'un regain de confiance des entreprises et de la reprise économique dans les pays développés.

9. Les perspectives pour 2015 demeurent incertaines en raison de la fragilité de la reprise économique mondiale, en particulier dans la zone euro, comme en témoignent l'absence d'amélioration de l'emploi et la menace persistante de déflation. En outre, une croissance plus faible en Chine peut réduire la demande d'exportations africaines. Les tensions politiques actuelles dans la péninsule de Crimée et en Asie occidentale font peser une menace sur l'ensemble de l'économie mondiale et peuvent avoir des conséquences indirectes pour l'Afrique sous la forme d'une réduction de la demande émanant de partenaires commerciaux touchés. De plus, les conséquences de la diminution des mesures d'assouplissement quantitatif dans les pays développés demeurent incertaines; en effet, la possible hausse des taux d'intérêt aux États-Unis a déjà provoqué des sorties de capitaux et la dépréciation des monnaies dans les pays en développement, les investisseurs revenant à des actifs plus sûrs (ONU, 2014).

B. Performance et perspectives économiques de l'Afrique

10. La croissance s'est améliorée en Afrique en passant de 3,7 % en 2013 à 3,9 % en 2014. Seule l'Asie de l'Est et du Sud a enregistré une croissance plus rapide, avec 5,9 % (voir fig. I ci-dessous). Le taux de croissance du PIB de l'Afrique devrait augmenter et passer à 4,5 % en 2015 et à 4,8 % en 2016.

Figure I
Croissance dans les régions émergentes et en développement, 2010-2016



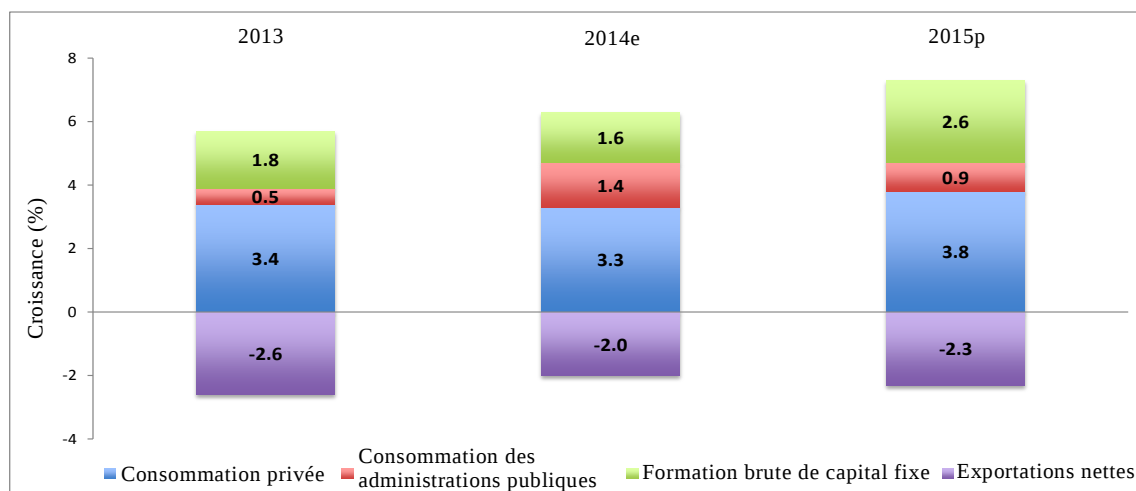
Source : Calculs effectués à partir de données du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, 2014.

Note : e = estimations; p = prévisions. Données pour l'Afrique à l'exception de la Libye.

Consommation privée et investissement : principaux moteurs de la croissance

11. La consommation privée et l'investissement, dont la croissance a été de 3,3 % et de 1,6 % en 2014, par rapport à leurs taux respectivement de 3,4 % et de 1,8 % en 2013, restent les principaux moteurs de la croissance du PIB (voir fig. II ci-dessous). La croissance de la consommation privée est stimulée par une plus forte demande intérieure consécutive à un regain de confiance des consommateurs et à une expansion de la classe moyenne. L'investissement (formation brute de capital) est tiré principalement par un climat amélioré des affaires. Des dépenses publiques accrues dans le domaine des infrastructures ont aussi été un important moteur de la croissance du PIB en 2014. Leur part devrait connaître une baisse à 0,9 points de pourcentage en 2015 sous l'effet de mesures d'assainissement budgétaire, principalement en Afrique centrale, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest.

Figure II
Performance de croissance de l'Afrique et composantes de la croissance, 2013-2015



Source : Calculs effectués à partir de données du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, 2014 et de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

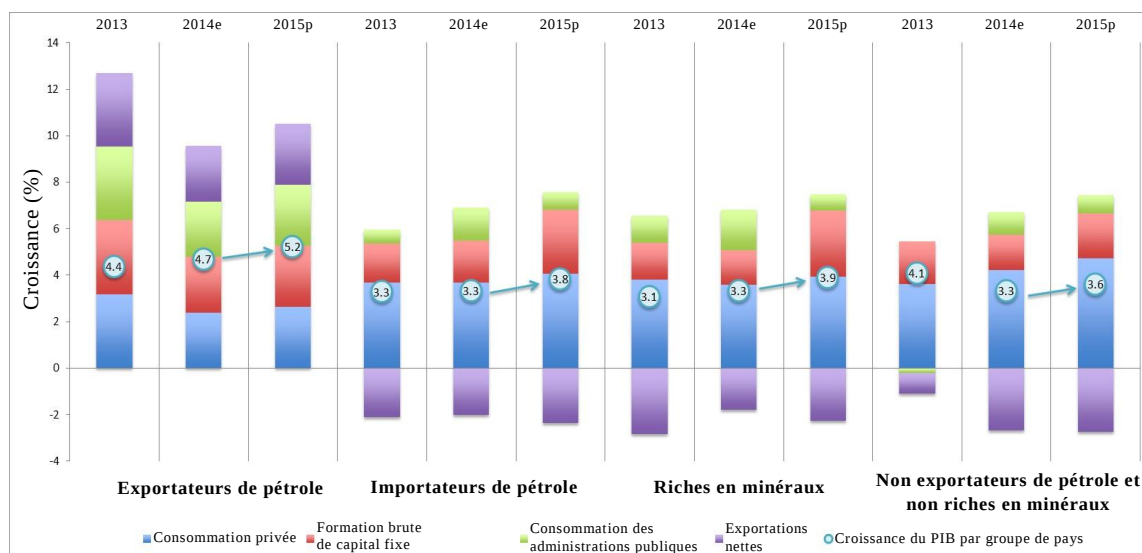
Note : e = estimations; p = prévisions.

Persistance des variations de la croissance entre les groupes économiques et entre les sous-régions

12. Les pays africains exportateurs de pétrole (à l'exception de la Libye) ont enregistré une croissance plus rapide que les autres pays africains en 2014, avec une croissance de 4,7 %, contre 4,4 % en 2013 (voir fig. III ci-dessous). En dépit de la baisse continue des cours du pétrole, la croissance de ce groupe de pays devrait se poursuivre en 2015, avec un taux de 5,2 %, grâce à un regain de la croissance dans les domaines de la consommation et de l'investissement.

13. Les pays importateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 3,8 % en 2015, après une stagnation à 3,3 % en 2013 et 2014, grâce à la baisse des cours du pétrole et au regain de confiance des consommateurs et des entreprises. La consommation privée et l'investissement devraient croître respectivement de 4,1 % et 2,8 % en 2015.

Figure III
Performance de croissance et composantes de la croissance du produit intérieur brut par groupe économique africain, 2013-2015



Source : Calculs effectués à partir de données du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, 2014 et de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

Note : e = estimations; p = prévisions. Données sur la croissance des pays exportateurs de pétrole à l'exception de la Libye.

14. Au niveau sous-régional, l'essor de la croissance en Afrique centrale devrait se maintenir. Après une accélération qui lui a permis de passer de 2,5 % en 2013 à 4,3 % en 2014, la croissance devrait s'améliorer pour atteindre 4,8 % en 2015 (voir figure IV ci-dessous), en étant tirée par le haut niveau des dépenses publiques dans des projets d'infrastructures à forte intensité de capital au Cameroun et au Congo, et par la mise en valeur de nouvelles ressources pétrolières et gazières au Cameroun et au Tchad.

15. Le renforcement de l'intégration régionale dans la Communauté d'Afrique de l'Est a continué de stimuler la croissance du PIB dans la sous-région en 2014. Après une stagnation à 6,5 % en 2013 et 2014, la croissance devrait augmenter et s'élever à 6,8 % dans la sous-région en 2015 (voir fig. VI). Djibouti, le Kenya et l'Ouganda continueront d'être les principaux moteurs de la croissance en 2015. La croissance de Djibouti est tirée par de très importants investissements pour accroître les capacités du port du pays, en raison d'une forte demande de services portuaires émanant de l'Éthiopie. Une rapide expansion des services bancaires et des télécommunications, une classe moyenne en expansion, l'urbanisation et l'investissement dans les infrastructures, en particulier dans les chemins de fer, stimulent la croissance au Kenya, tandis que la croissance de l'Ouganda est tirée par une augmentation de l'activité dans des secteurs comme la construction, les services financiers, les transports et les télécommunications.

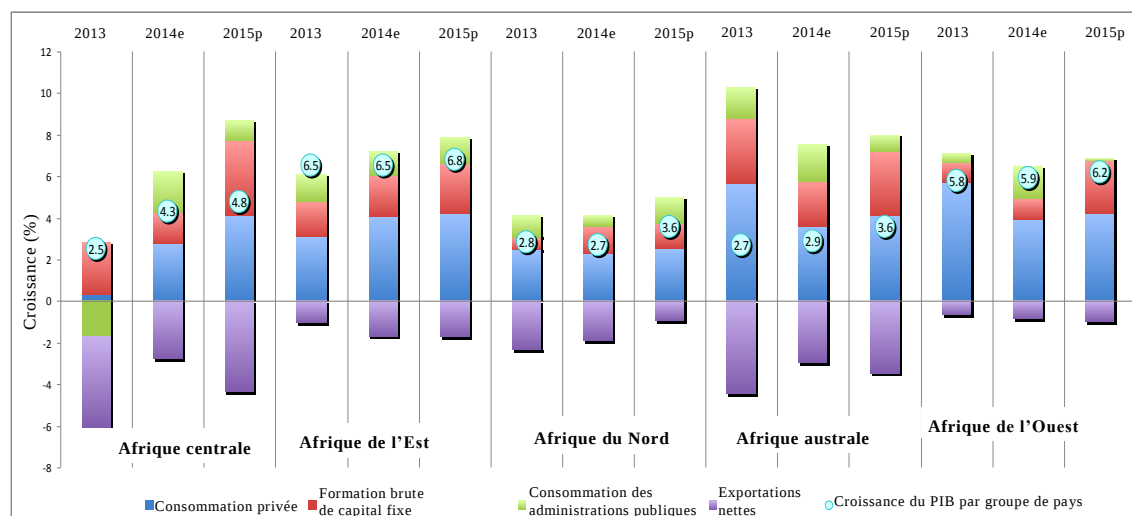
16. Il n'y a toujours pas de reprise de la croissance en Afrique du Nord (Libye non comprise), en dépit d'une plus grande stabilité politique en Tunisie. La

croissance a légèrement fléchi, en baissant de 2,8 % en 2013 à 2,7 % en 2014. Des bas cours du pétrole, le ralentissement de l'investissement en Égypte et des politiques monétaires rigoureuses en Algérie, en Égypte, au Maroc et au Soudan ont été les principaux obstacles à la croissance. Toutefois, celle-ci devrait s'améliorer en 2015 avec le retour d'une plus grande stabilité en Égypte, la plus grande économie de la sous-région. La croissance du PIB aussi devrait être soutenue par l'augmentation des dépenses publiques dans des projets d'infrastructures de la région.

17. L'Afrique australe devrait connaître une croissance accélérée du PIB, qui devrait passer de 2,9 % en 2014 à 3,6 % à 2015 (voir fig. IV), tirée par l'accroissement des investissements dans le secteur non diamantaire au Botswana, la reprise de la consommation privée en Afrique du Sud et un investissement accru dans l'extraction minière et l'exploitation du gaz naturel au Mozambique. En outre, la croissance du PIB devrait être soutenue par l'accélération de la consommation privée dans un climat de regain de confiance des consommateurs dans les pays de la sous-région. Toutefois, la baisse des cours du pétrole et des minéraux risquent d'assombrir les perspectives de croissance à moyen terme de la sous-région, du fait que deux tiers de ses pays sont riches en minéraux ou sont exportateurs de pétrole.

Figure IV

Performance de croissance de l'Afrique et composantes de la croissance par sous-région, 2013-2015



Source : Calculs effectués à partir de données du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, 2014 et de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

Note : e = estimations; p = prévisions. Croissance pour l'Afrique du Nord à l'exception de la Libye.

18. L'Afrique de l'Ouest a enregistré une croissance de 5,9 % en 2014, avec une augmentation d'un point de pourcentage par rapport à 2013. La croissance de la sous-région devrait s'accélérer pour atteindre 6,2 % en 2015 (voir fig. IV). Une consommation privée en augmentation, en particulier au Cabo Verde, au Nigéria et au Sénégal, est le principal moteur de la croissance. En 2015, la consommation

privée et l'investissement devraient croître dans la sous-région au rythme respectivement de 3,5 % et 2,5 %, ce qui représente une augmentation par rapport aux chiffres de 2014. Le secteur des services au Nigéria est aussi un moteur important de croissance en Afrique de l'Ouest. Toutefois, il existe une certaine incertitude dans la sous-région en raison des difficultés politiques que connaît le Mali et de l'épidémie Ebola, qui devraient constituer des menaces intérieures importantes pour les économies ouest-africaines. Des estimations récentes de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)¹ indiquent néanmoins que l'impact d'Ebola sur la croissance est négligeable.

Impact négligeable des cours du pétrole

19. Bien que les cours du pétrole brut aient continué de baisser entre juin et décembre 2014, avec une baisse moyenne mensuelle de 8 %, l'impact de cette baisse sur la croissance africaine a été marginal. De fait, les cours bas ont permis au PIB du continent de croître d'un taux supplémentaire de 0,03 %, grâce aux effets positifs de la baisse sur les pays importateurs de pétrole et à ses effets négatifs négligeables sur les pays exportateurs de pétrole, du fait que les monnaies locales de ces pays ont continué à se déprécier (en particulier en Angola, au Ghana et au Nigéria).

20. En outre, l'effet marginal de la baisse continue des cours du pétrole sur la croissance a été soutenu dans les secteurs non pétroliers, grâce à l'expansion du secteur des services dans certains pays, comme le Kenya et le Rwanda, au renforcement du commerce intra-africain dans les secteurs manufacturiers, à l'amélioration de la productivité et à la transformation structurelle (CEA et Commission de l'Union africaine, 2014).

21. Les pays exportateurs de pétrole se sont d'une certaine manière protégés contre la volatilité des cours du pétrole brut en épargnant des revenus pétroliers durant les périodes où les cours étaient élevés et en utilisant cette épargne pour atténuer les effets de la baisse des cours du pétrole brut sur leurs économies.

Effet économique négligeable de l'épidémie Ebola sur le produit intérieur brut de l'Afrique

22. Bien que l'effet de l'épidémie Ebola sur le PIB des trois pays les plus touchés (Guinée, Libéria et Sierra Leone) soit important, cet effet sur le PIB de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest devrait être négligeable. Cela s'explique par le fait que la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone représentent ensemble respectivement 2,4 % et 0,7 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble de l'Afrique. Selon les prévisions pour 2014 et 2015, la croissance de l'Afrique de l'Ouest sera affectée de 0,1 point de pourcentage, tandis que la croissance de l'Afrique dans son ensemble sera affectée de 0,02 point de pourcentage¹.

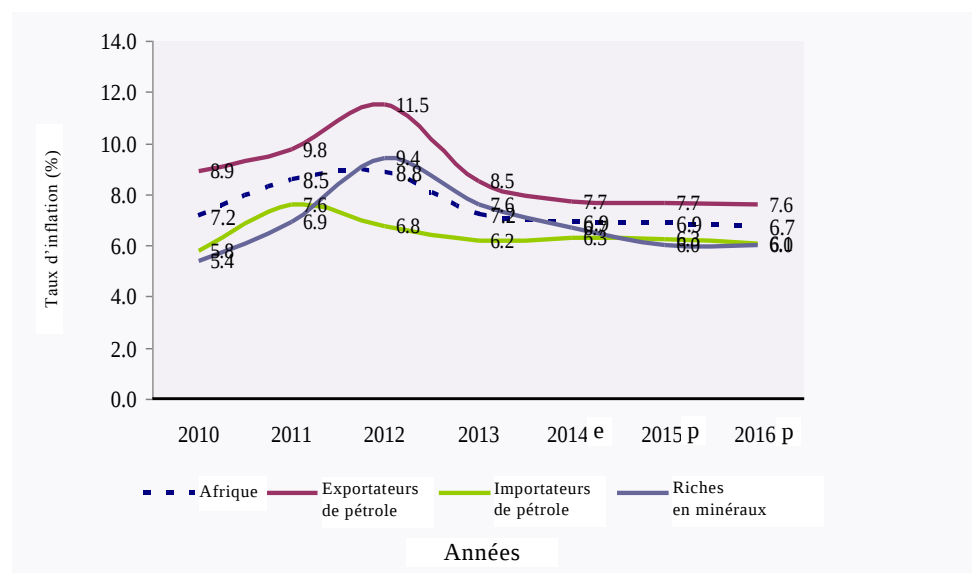
Inflation : poursuite de la tendance à la baisse

23. La même tendance à la baisse que connaît l'inflation en Afrique depuis 2012 devrait se poursuivre. L'inflation devrait se stabiliser à 6,9 % entre 2014 et 2015 et

¹ Commission économique pour l'Afrique, *Incidences socioéconomiques d'Ebola sur l'Afrique* (2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.uneca.org/fr/publications/incidences-socio-economiques-debola-sur-lafrique.

baisser à 6,7 % en 2016 (voir fig. V ci-dessous). Les pays exportateurs de pétrole devraient connaître une hausse de l'inflation en 2015, avant une légère baisse du taux en 2016. La dépréciation des taux de change s'est avérée être une cause importante de hausse de l'inflation dans les pays exportateurs de pétrole, avec des effets négligeables sur les pays importateurs de pétrole et riches en minéraux, ce qui pourrait être attribué aux effets de la baisse continue des cours mondiaux du pétrole et des produits de base.

Figure V
Taux d'inflation par groupe économique, 2010-2016



Source : Calculs effectués à partir de données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2014 et de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

Note : e = estimations; p = prévisions.

24. Au niveau sous-régional, l'Afrique centrale devrait être la région connaissant la plus faible inflation, en raison principalement de la poursuite d'une politique monétaire commune par la plupart de ses pays à travers une monnaie commune alignée sur l'euro, le franc CFA. L'Afrique australe devrait être la deuxième région connaissant la plus faible inflation, grâce aux cours du pétrole et de prix mondiaux en baisse des produits alimentaires ainsi qu'à l'amélioration de l'approvisionnement national en denrées alimentaires au Malawi et en Zambie, d'une politique monétaire plus rigoureuse au Lesotho et en Afrique du Sud, et de l'appréciation des monnaies locales au Botswana et en Zambie.

Dépréciation continue de la plupart des monnaies africaines

25. La chute des cours du pétrole et des produits de base, le resserrement des politiques monétaires dans les pays développés et d'importants déficits commerciaux et budgétaires continueront d'entraîner une dépréciation des taux de change dans la plupart des pays africains. Le taux de change de la monnaie sud-

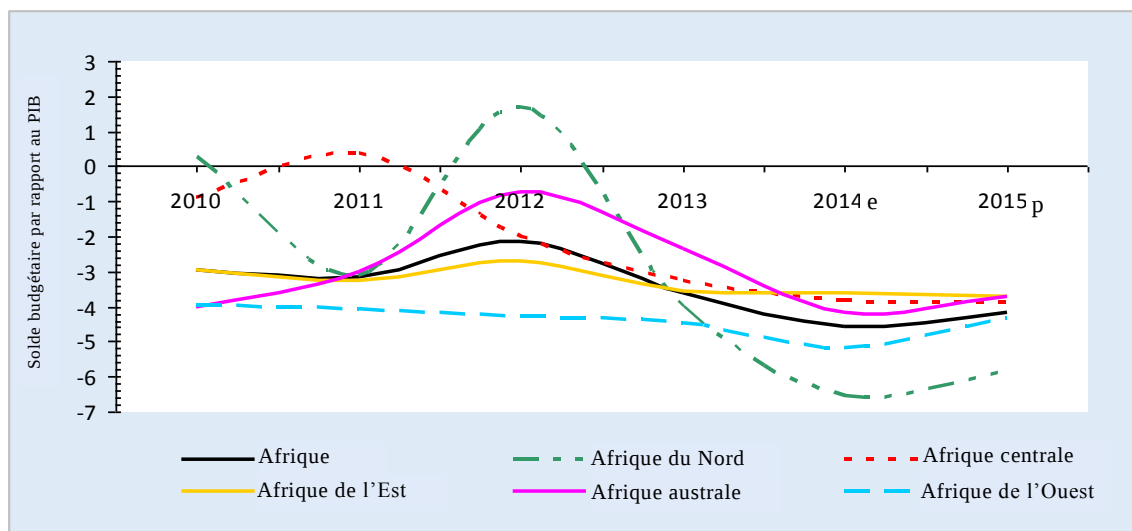
africaine devrait augmenter de 1,2 % et atteindre 10,66 rand pour 1 dollar des États-Unis en 2015, même s'il existe une possibilité de volatilité puisqu'il s'agit de la monnaie africaine la plus négociée. La Banque centrale du Nigéria a dévalué le naira en novembre 2014 pour réduire au minimum l'érosion des réserves de change et a élevé le taux de la politique monétaire de 100 points de base à 13 %. Le shilling kényan s'est déprécié en 2013 et en 2014 sous l'effet de la baisse des prix du thé et du faible nombre de touristes en raison de préoccupations liées à la sécurité. Au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié par rapport au dollar des États-Unis en 2014; toutefois, il devrait se déprécier en 2015.

Réduction des déficits budgétaires

26. Le déficit budgétaire moyen s'est creusé en passant de 3,6 % du PIB en 2013 à 4,6 % en 2014 (voir fig. VI ci-dessous), mais devrait se réduire en baissant à 4,2 % en 2015, en suivant des réductions en Afrique du Nord (de 6,6 % à 5,8 %), en Afrique australe (4,2 % à 3,7 %) et en Afrique de l'Ouest (5,2 % à 4,3 %).

Figure VI

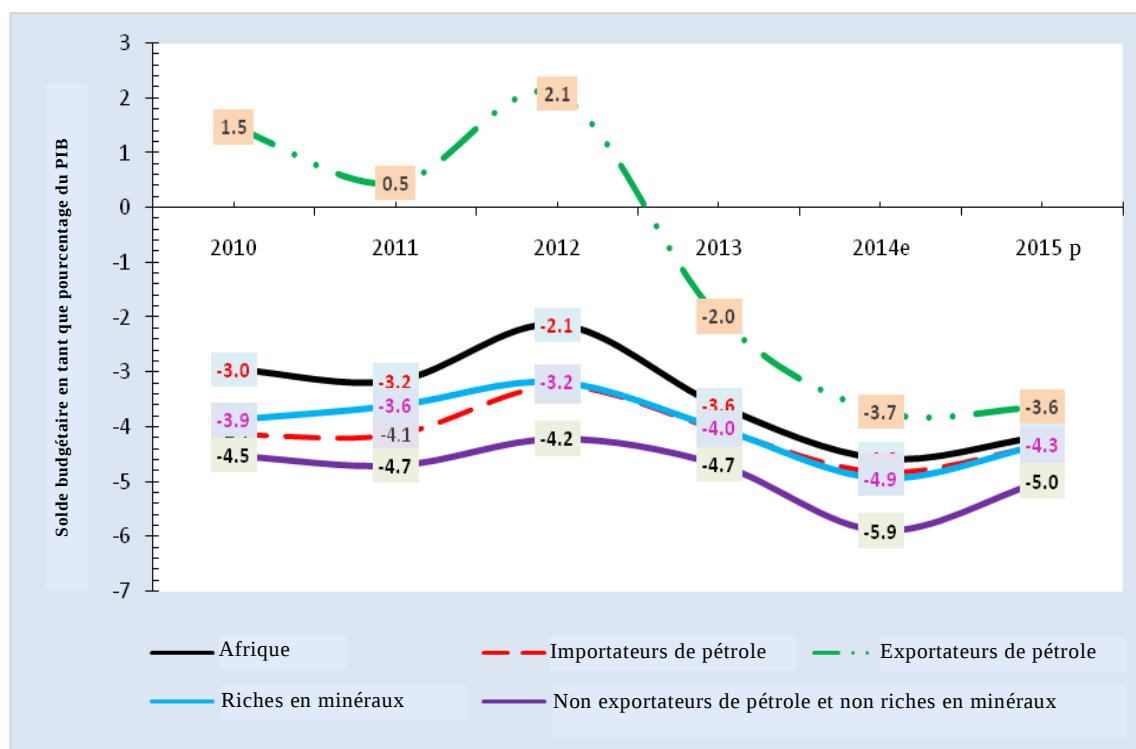
Solde budgétaire moyen par région, 2010-2015 (pourcentage du produit intérieur brut)



Source : Calculs effectués à partir de données l'Economist Intelligence Unit, 2014.

27. La détérioration des cours du pétrole est la cause principale de l'augmentation du déficit budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole, qui s'ajoute aux subventions du carburant et aux dépenses dans les infrastructures dans de nombreux pays. Les pays importateurs de pétrole, les pays riches en minéraux et les pays non exportateurs de pétrole et non riches en minéraux devraient enregistrer les gains les plus importants, soit 0,5 %, 0,6 % et 0,9 % de points de pourcentage en 2015, à la suite de la baisse des cours du pétrole (voir fig. VII ci-après).

Figure VII
Solde budgétaire moyen par groupe économique, 2010 à 2015



Source : Calculs effectués à partir de données de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

La chute des cours du pétrole affecte la balance des paiements courants

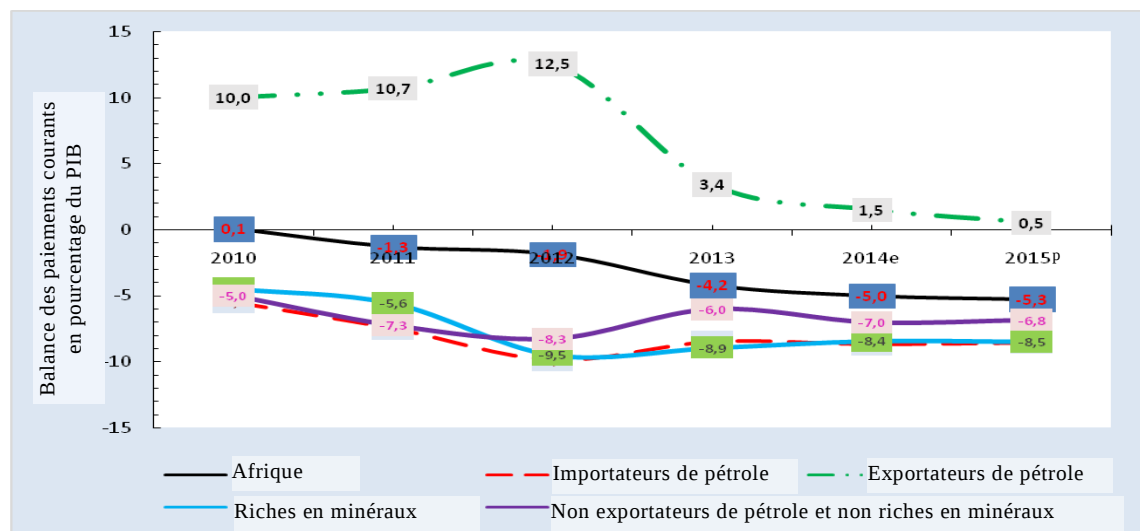
28. Le déficit global de la balance des paiements courants de l'Afrique persistera sous l'effet de déficits commerciaux et d'une augmentation de la demande de biens d'équipement. Les pays exportateurs de pétrole conserveront leurs excédents des paiements courants, mais ces excédents seront moins élevés en 2015 qu'en 2013 et 2014, tandis que d'autres groupes économiques continueront à avoir des balances de paiements courants déficitaires (voir fig. VIII ci-dessous).

29. Plus précisément, en 2014, le déficit de la balance des paiements courants des pays importateurs de pétrole s'est aggravé de 0,2 points de pourcentage en s'élevant à 8,7 % du PIB, bien qu'il puisse connaître une amélioration en 2015, en s'élevant à 8,6 %. Les pays riches en minéraux continueront d'avoir des déficits importants de leur balance des paiements courants en raison de leur dépendance de services importés et de déficits structurels de leurs comptes de distribution du revenu, les sociétés multinationales (qui dominent les secteurs miniers dans les pays africains) continuant de payer des dettes extérieures et de rapatrier leurs bénéfices (Economist Intelligence Unit, 2014). Après une amélioration de près de 0,5 % de points de pourcentage, les déficits de la balance des paiements courants de ces pays devraient s'aggraver de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 8,5 % du PIB en 2015. Les pays non exportateurs de pétrole et non riches en minéraux auront les déficits de la

balance des paiements courants les plus importants, en raison principalement d'un accès limité à des réserves de change.

Figure VIII

Balance des paiements courants par groupe économique, 2010 à 2015
(pourcentage du produit intérieur brut)



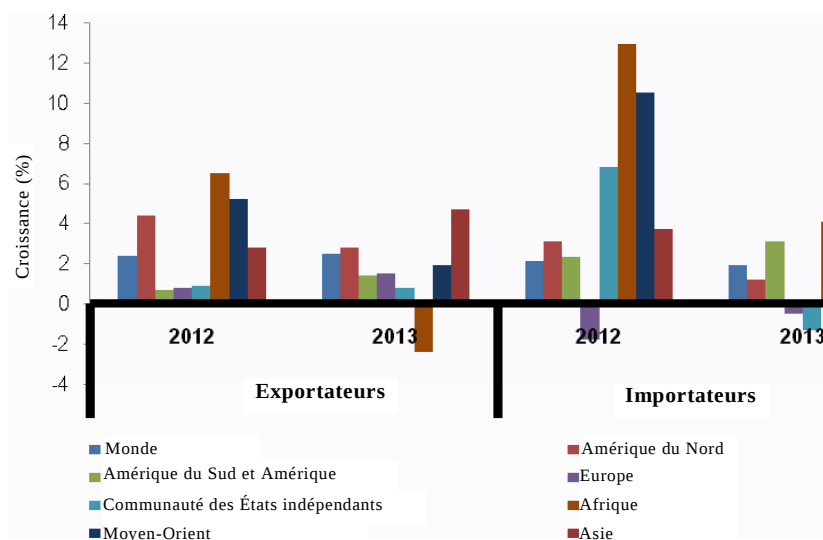
Source : Calculs effectués à partir de données de l'Economist Intelligence Unit, 2014.

Note : e = estimations de la Commission économique pour l'Afrique; p = prévisions.

Essor du commerce des marchandises : en train de se ralentir

30. Les exportations africaines de marchandises ont baissé de 2,4 % en 2013, après une croissance de 6,5 % en 2012, l'une des plus fortes par région (voir fig. IX ci-dessous). La croissance a été principalement tirée par les exportations de combustible et de ressources naturelles à l'état brut, qui ont représenté près de deux tiers des exportations totales. La baisse des exportations de marchandises résulte de la tendance à la baisse des cours des produits de base, qui restent dominés par les ressources naturelles. Cela souligne la nécessité pour l'Afrique de diversifier sa production et la base de ses exportations en ajoutant de la valeur à ses exportations de produits de base.

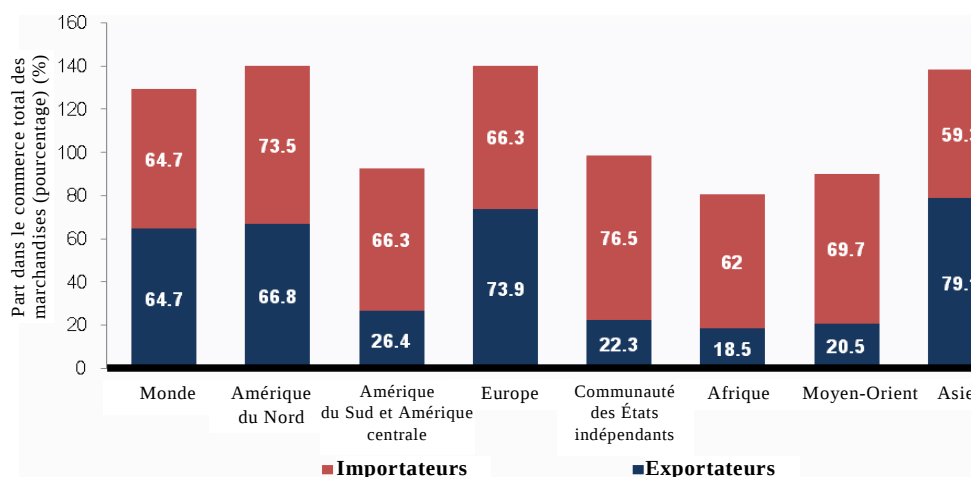
Figure IX
Croissance du commerce mondial des marchandises par région, 2005 à 2013



Source : Organisation mondiale du commerce, 2014

31. En 2013, l'Afrique a exporté la plus faible part de biens manufacturés par région, à savoir 18,5 %, l'Asie ayant exporté la part la plus élevée, suivie de l'Europe (voir fig. X ci-dessous). Le commerce des biens intermédiaires et les niveaux supérieurs des chaînes de valeur mondiales ont contribué à l'accroissement de la part des biens manufacturés dans les exportations et importations totales de marchandises de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Asie. Le faible volume des exportations africaines traduit la participation minimale du continent dans les chaînes de valeur mondiales.

Figure X
Part des biens manufacturés dans le commerce total des marchandises par région, 2013



Source : Organisation mondiale du commerce, 2014

Apports étrangers privés : tendance à la hausse

32. L'Afrique continue d'attirer de plus en plus de capitaux privés grâce à l'amélioration du climat des affaires et à un niveau de plus en plus positif du sentiment des entreprises à la suite, par exemple, d'améliorations d'ordre réglementaire, comme celles observées à Maurice et au Rwanda. L'IED reste une grande source extérieure de financement, mais a été dépassé en 2010 par les envois de fonds (voir fig. XI ci-dessous), qui constituent aussi la source la plus stable de financement extérieure. Les envois de fonds se sont accrus en passant de 4,4 % du PIB en 2013 à 4,5 % en 2014 et devraient augmenter encore pour atteindre 4,6 % du PIB en 2015, un nombre de plus en plus élevé d'expatriés africains cherchant à investir dans leurs pays d'origine. Pour stimuler l'accroissement des envois de fonds, le continent doit baisser les coûts de transfert d'argent et concevoir des instruments financiers permettant de canaliser les envois de fonds vers des programmes de développement.

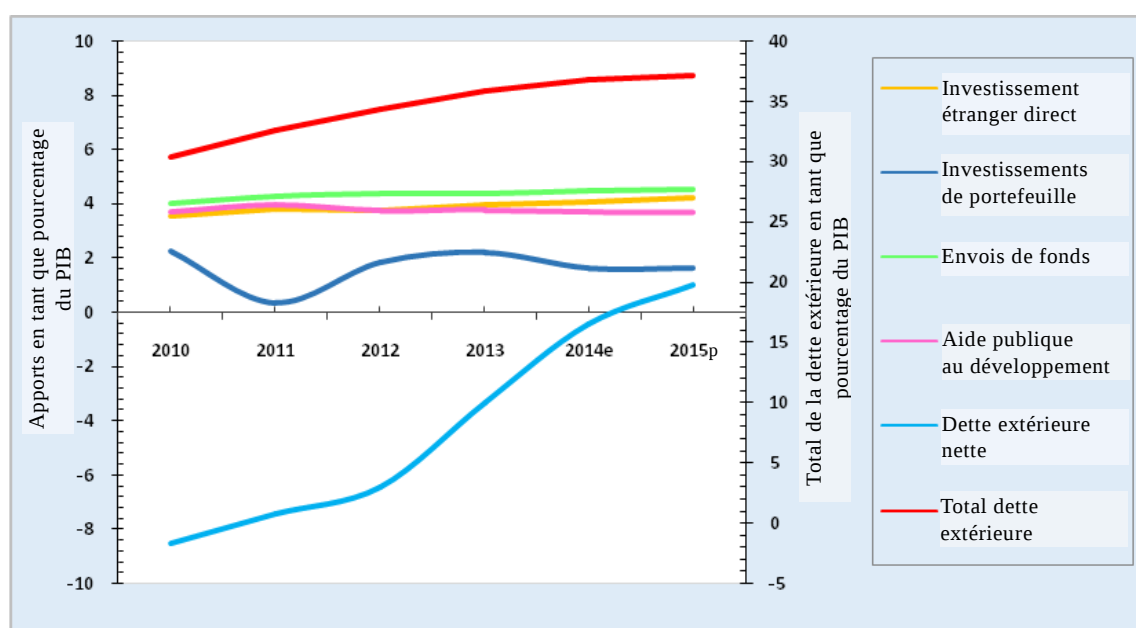
33. L'IED est la deuxième plus importante source d'apports extérieurs de capitaux privés. L'IED a augmenté en passant de 57,2 milliards de dollars des États-Unis en 2013 à 61,1 milliards de dollars en 2014 et devrait s'accroître pour atteindre 66,9 milliards de dollars en 2015, représentant respectivement 3,9 %, 4,1 % et 4,2 % du PIB. Toutefois, l'IED reste relativement concentré dans les secteurs des ressources et l'adoption de politiques tendant à le diversifier et à l'orienter vers le secteur manufacturier s'impose.

34. Les investissements de portefeuille ont été en moyenne de près de 1,6 % du PIB entre 2010 et 2015. Ils sont volatils, étant souvent influencés par les politiques monétaires mises en œuvre dans le monde et par la situation politique dans les pays en développement et émergents. Les investissements de portefeuille ont diminué et baissé de 31,6 milliards de dollars en 2013 à 24,1 milliards de dollars en 2014, mais

devraient, selon les projections, augmenter pour atteindre 25,5 milliards de dollars en 2015. En dépit de la lenteur de la reprise des économies développées et émergentes, les flux à la fois de l'IED et des investissements de portefeuille devraient continuer à augmenter, démontrant ainsi l'appétit du secteur privé mondial pour les possibilités qu'offre le continent. Les marchés pionniers constituent les éléments clefs pour attirer les capitaux privés étrangers; ils ont attiré 25,1 % et 26,3 % du total des apports d'IED respectivement en 2013 et 2014, et 90 % et 63,2 % de ses investissements de portefeuille. En 2015, les marchés pionniers devraient attirer 27 % et 59 % des apports d'IED et des investissements de portefeuille.

Figure XI

Apports de financements extérieurs, 2010 à 2015 (pourcentage du produit intérieur brut)



Source : Calculs effectués à partir de données de l'Economist Intelligence Unit, 2014 et statistiques de la CNUCED, 2014.

Note : e = estimations de la Commission économique pour l'Afrique; p = prévision.

35. Les flux financiers illicites par la manipulation des prix sont une pratique répandue dans les économies disposant d'abondantes ressources. Ces flux sont estimés à quelque 60 milliards de dollars par an et ont augmenté de 32,5 % entre 2000 et 2009. Au total, pendant cette période, les flux financiers illicites ont équivalu à près de la totalité de l'aide publique au développement (APD) reçue par l'Afrique². Les interventions au niveau des politiques grâce à des incitations fiscales et une surveillance attentive pourraient aider à limiter ces flux.

² Commission économique pour l'Afrique, document E/ECA/CM/47/6; AU/CAMEF/MIN/6 (IX), « Progress report of the High-Panel on Illicit Financial Flows for Africa » (2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded->

36. L'APD restera une source essentielle de financement public extérieur pour de nombreux pays. En 2013 et 2014, l'APD est entrée respectivement pour 3,8 % et 3,7 % dans le PIB de l'Afrique. Toutefois, le flux et reflux de l'APD est lié aux priorités (souvent à court terme) des partenaires de développement, ces priorités pouvant résulter de préoccupations qui n'ont rien à voir avec le développement, notamment celles d'ordre géopolitique ou sécuritaire. C'est pour cela que l'Afrique doit accorder une priorité au financement et à la mobilisation de ressources qui lui permettent de parvenir à un changement structurel.

37. La dette extérieure totale est supérieure à 30 % du PIB depuis 2010 et devrait augmenter et atteindre 37,1 % du PIB en 2015. La dette extérieure nette (la dette totale moins les réserves) devrait équivaloir à 1 % du PIB en 2015. La dette extérieure nette est négative depuis 2006, en raison de réserves internationales élevées dans les économies exportatrices de pétrole. Les pays riches en minéraux et importateurs de pétrole ont une dette étrangère nette positive et, dans certains cas extrêmes³, les ratios sont élevés, ce qui pose des problèmes de soutenabilité de la dette.

Capitaux privés : une nouvelle autre possibilité de mobiliser des ressources additionnelles

38. Compte tenu du fardeau de la dette de nombreux pays africains et des difficultés croissantes que rencontre le continent du fait de l'urbanisation rapide, de l'accroissement de la population et de la demande croissante d'infrastructures, des ressources additionnelles sont requises. Les capitaux privés pourraient constituer une partie de la solution. En effet, les pays qui ont accompli le plus de progrès en termes de croissance économique ces dernières décennies sont aussi ceux qui ont attiré la part la plus importante des capitaux privés⁴.

39. Le concept de l'utilisation des capitaux privés pour mobiliser des ressources additionnelles est particulièrement prometteur pour le secteur manufacturier en Afrique, secteur qui est surtout composé de petites et moyennes entreprises. Compte tenu des rigidités de l'intermédiation financière en Afrique et des taux d'intérêts élevés pratiqués par les banques, les capitaux privés pourraient aussi permettre d'améliorer le financement interne en orientant les ressources vers l'investissement à moyen et long terme.

40. Durant la décennie écoulée, les investissements de capitaux privés ont augmenté de manière significative, avec une croissance annuelle moyenne de 26 %, ce qui reflète une amélioration et un assainissement du climat des affaires. Les secteurs de la consommation (28 %), de l'industrie (26 %), des matériaux (20 %), de l'énergie (12 %) et les secteurs financier et des technologies de l'information (10 %)

documents/COM/com2014/com2014-hlp_panel_on_illicit_financial_flows_from_africa-english.pdf (uniquement en anglais).

³ Par exemple, Cabo Verde (59 % du PIB), le Ghana (28 % du PIB), la Mauritanie (52 % du PIB), le Mozambique (28 % du PIB), Sao Tome et Principe (117 % du PIB), le Sénégal (25 % du PIB), les Seychelles (90 % du PIB), le Soudan (55 % du PIB), la Tunisie (50 % du PIB) et le Zimbabwe (338 % du PIB).

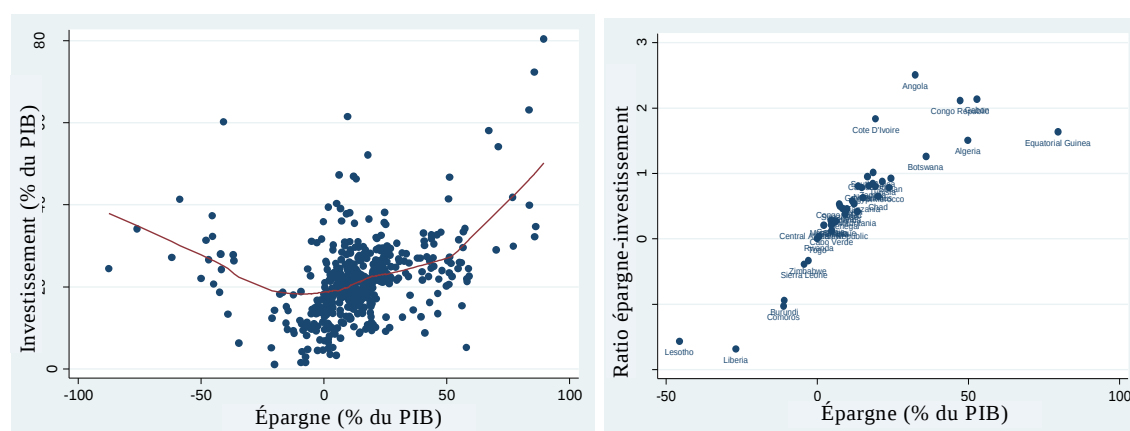
⁴ Commission économique pour l'Afrique, document ECA/ADF/9/2, Mobilisation des ressources intérieures : Document de travail (2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADF9/ADF9-ix-issues_paper_1-domestic_resource_mobilization-fr.pdf.

ont bénéficié de la part la plus importante des apports de capitaux privés entre 2006 et 2012⁴.

Les pays africains qui disposent de l'épargne la plus importante font le moins d'investissement intérieur

41. La diversification des ressources d'investissement est très importante dans un contexte mondial marqué par l'incertitude, vu qu'elle offre des marges de manœuvre et réduit la dépendance à l'égard des donateurs. Réduire la dépendance à l'égard des sources extérieures de financement constitue un moyen pour l'Afrique d'aller de l'avant vers une transformation structurelle. La mobilisation de l'épargne intérieure à des fins d'investissement devrait être renforcée. En Asie de l'Est, la croissance économique régionale a été impulsée par une épargne et des investissements intérieurs élevés (Institut Nord-Sud, 2010). Toutefois, cette tendance consistant à utiliser l'épargne intérieure à des fins d'investissement n'a pas encore été observée dans de nombreux pays africains, où les épargnants les plus importants tendent à avoir des ratios épargne-investissement plus élevés, ce qui indique qu'ils investissent peu dans leurs pays (voir fig. XII ci-dessous). Les épargnants les plus importants d'Afrique investissent peu, en particulier les pays exportateurs de pétrole, parce que leur souci majeur est de se prémunir contre les chocs exogènes (CEA et Commission de l'Union africaine, 2014).

Figure XII
Épargnants et investisseurs africains, 2000 à 2010



Source : Calculs effectués à partir des indicateurs mondiaux du développement.

C. Risques et incertitudes entourant le maintien de la croissance en Afrique

42. Un certain nombre de risques intérieurs et extérieurs pourraient assombrir les perspectives à moyen terme de l'Afrique. La baisse continue des cours du pétrole et des produits de base, la lenteur de la reprise aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon, et la baisse de la demande de produits de base en Chine pourraient compromettre les performances commerciales à moyen terme de l'Afrique.

43. En outre, des conditions financières mondiales plus rigoureuses pourraient conduire à une hausse des taux d'intérêt, ce qui aura pour résultat des sorties de capitaux privés et une plus grande volatilité des monnaies. Ceci pourrait affecter les économies de marchés pionniers tels que l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigéria et la Zambie, puisque l'inversion des flux de capitaux pourrait entraîner l'affaiblissement des monnaies. Si l'exercice d'un contrôle sur les flux de capitaux offre une solution temporaire, des stratégies plus robustes, telles que l'ajustement des stratégies et plans de financement et l'amélioration du climat des affaires pour retenir les capitaux, pourraient jouer un rôle vital.

44. L'instabilité politique, le terrorisme et la violence dans un certain nombre de pays africains, notamment au Kenya, au Lesotho, en Libye, au Mali, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan du Sud, sont des motifs de préoccupation. Néanmoins, le nombre de conflits armés est en diminution en Afrique depuis 2000, et davantage d'initiatives sont en train d'être prises au niveau continental pour s'attaquer aux questions de paix et de sécurité⁵.

45. Les chocs liés à la météorologie aussi constituent une menace, du fait que la plupart des économies africaines restent tributaires de l'agriculture pluviale. La coopération internationale dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques peut aider dans une large mesure à atténuer certains de ces risques.

D. Nécessité de lier les changements structurels au développement social

46. Le faible niveau de développement de l'Afrique est dû en partie à la lenteur du rythme du changement consistant à dépendre moins des activités axées sur les produits de base. Pour que des performances économiques solides et soutenues induites par l'industrialisation et par le commerce contribuent à un développement durable et sans exclusion, l'Afrique doit adopter des stratégies de développement social en harmonie avec l'expansion de secteurs modernes et industriels. Les caractéristiques essentielles du changement économique sont liées à la transformation sociale.

Amélioration de certains indicateurs

47. L'Afrique continue de réaliser des progrès constants vers les résultats sociaux, tels que mesurés par les objectifs du Millénaire pour le développement. La pauvreté a reculé de façon générale sur le continent et il y a eu des améliorations marquées des taux de scolarisation dans le primaire. La majorité des pays africains ont atteint la cible de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire. Le taux de représentation des femmes dans les parlements s'élève maintenant à 20 %, le deuxième taux le plus élevé au monde après celui de l'Amérique latine. Les résultats dans le domaine de la santé ont aussi connu une amélioration, la mortalité des moins de 5 ans baissant de 146 à 90 pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2010. En outre, il y a eu 1 % de baisse du taux de prévalence du VIH entre 2001

⁵ Commission économique pour l'Afrique, Marchés pionniers en Afrique : Un monde d'opportunités mais des perceptions erronées (2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/africa_frontier_paper_fre.pdf.

et 2011, les nouvelles infections chez les enfants baissant de 50 % durant la même période⁶. Toutefois, ces chiffres globaux varient considérablement selon le revenu, le lieu de résidence et le sexe. Les communautés rurales à faible revenu, les femmes et les groupes vulnérables restent exclus du développement socioéconomique.

La pauvreté et les inégalités conduisent à l'exclusion sociale

48. La pauvreté a reculé, mais les inégalités imprègnent les sociétés africaines et renforcent le cercle vicieux des inégalités, des bas revenus et de l'exclusion sociale. Le lien entre recul de la pauvreté et croissance économique est affaibli par les inégalités socioéconomiques persistantes en Afrique. Les inégalités de plus en plus grandes dans l'accès à l'éducation et à la santé ainsi qu'aux bénéfices qui en découlent réduisent considérablement les gains qui résultent de la croissance pour les pauvres⁷.

49. La répartition inégale des biens et l'inégalité d'accès à des services publics comme l'enseignement et les soins de santé creusent le fossé entre nantis et démunis. Par exemple, les enfants des ménages les plus pauvres courent trois fois plus le risque de ne pas être scolarisés. Dans les zones urbaines, plus de 90 % des femmes sont assistées par un professionnel qualifié durant l'accouchement; ce pourcentage tombe à 71 % dans les zones rurales (CEA, 2013).

Mesure de l'exclusion sociale

50. En réponse à une demande de ses États membres, la CEA a mis au point un outil, l'Indice africain de développement social, pour évaluer les progrès vers un renforcement de l'inclusion sociale. Reposant sur une démarche qui prend en compte l'ensemble du cycle de vie, l'instrument doit servir à mesurer les progrès accomplis dans la réduction de l'exclusion humaine dans six dimensions du bien-être, notamment la santé, l'éducation, l'emploi et le revenu. L'outil se caractérise principalement par le fait qu'il peut être utilisé à différents niveaux en recourant aux données nationales pour évaluer les différences des effets de l'exclusion entre les zones urbaines et rurales, les sexes et les groupes de population, en cernant les inégalités à l'intérieur des pays. En outre, les résultats de l'indice peuvent être utilisés pour identifier les causes de l'exclusion dans chaque pays ou sous-région, et pour évaluer les effets des politiques sociales sur l'exclusion, ce qui permet d'orienter avec plus d'efficacité ces politiques sociales.

⁶ Commission économique pour l'Afrique et al., *Rapport OMD 2014 : Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Analyse de la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015* (Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba, 2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/rapport_omd_2014.pdf.

⁷ M. Ravallion, Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages, dans *World Development*, vol. 29, n° 11, p. 1803 à 1815 (2001). Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/13996_MR2.pdf (uniquement en anglais); A. Fosu, Growth, inequality and poverty reduction in developing countries: recent global evidence, Brooks World Poverty Institute Working Paper n° 147 (Manchester, 2011). Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.bwpi.manchester.ac.uk/medialibrary/publications/working_papers/bwpi-wp-14711.pdf (uniquement en anglais).

Dynamique de la population et urbanisation

51. La population de l'Afrique devrait s'accroître de 3,2 milliards (sur les 4 milliards d'accroissement prévus, selon les projections, dans l'ensemble du monde) à l'horizon 2100. Sa population d'âge actif s'accroîtra de 2,1 milliards durant la même période, représentant 41 % de la population d'âge actif mondiale à l'horizon 2100, contre 12,6 % en 2010⁸. Si elles sont mobilisées de façon adéquate en faveur du changement structurel, la part croissante du continent dans la population d'âge actif et la réduction consécutive du taux de dépendance pourraient aboutir à une production économique plus élevée grâce aux gains de productivité, à l'épargne et à l'investissement.

52. En dépit d'une rapide urbanisation, l'Afrique reste le continent le moins urbanisé. Juste 38 % de la population africaine vit dans les villes et la plupart des pays africains ont un taux d'urbanisation de moins de 20 %. Toutefois, les zones urbaines africaines ont enregistré une croissance de 1,7 % supérieure à celle des zones périurbaines et rurales entre 2005 et 2010 (Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), 2010). Le lieu de l'activité économique ne se situant plus dans les zones rurales, l'Afrique a créé 43 villes, la combinaison entre mégalofoles et zones urbaines plus petites entrant pour 55 % dans le PIB (Banque africaine de développement, 2011). Toutefois, le développement urbain de l'Afrique ne s'est pas accompagné d'une industrialisation, ce qui a eu un effet d'entraînement négatif sous forme d'emplois informels, d'inégalités et de pauvreté.

La qualité de l'enseignement demeure préoccupante

53. Bien que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire ait augmenté de 24 % en Afrique durant la période 1990 à 2012⁶, le taux d'achèvement des études reste le plus faible au monde. L'amélioration des taux de scolarisation, qu'il convient certes de relever, n'a pas abouti à de meilleurs résultats en matière d'apprentissage, du fait que la qualité de l'enseignement a baissé pendant la même période. Les données montrent qu'un enfant sur trois dans un groupe de pays africains choisis n'a pas le niveau minimum de connaissances permettant de savoir calculer et lire, ce qui conduit à des lacunes de compétences et multiplie les obstacles qui empêchent de mettre à profit les possibilités socioéconomiques⁹.

54. En fait, la qualité générale de l'enseignement reste médiocre en Afrique, alors que de bons systèmes éducatifs sont essentiels pour former une main-d'œuvre industrielle. Des classes surchargées du fait de l'accroissement du nombre d'élèves continuent de poser problème. Sur 162 pays pour lesquels des données sont disponibles, 26 ont un ratio élèves-enseignant (le nombre d'élèves par enseignant) qui dépasse 40:1; 90 % de ces pays sont des pays africains (pour que les enfants bénéficient d'un enseignement de qualité, il doit y avoir 1 enseignant pour 25 élèves dans l'enseignement primaire). L'Afrique manque de près de 1,7 million d'enseignants et il y a un besoin d'expansion des programmes de formation des

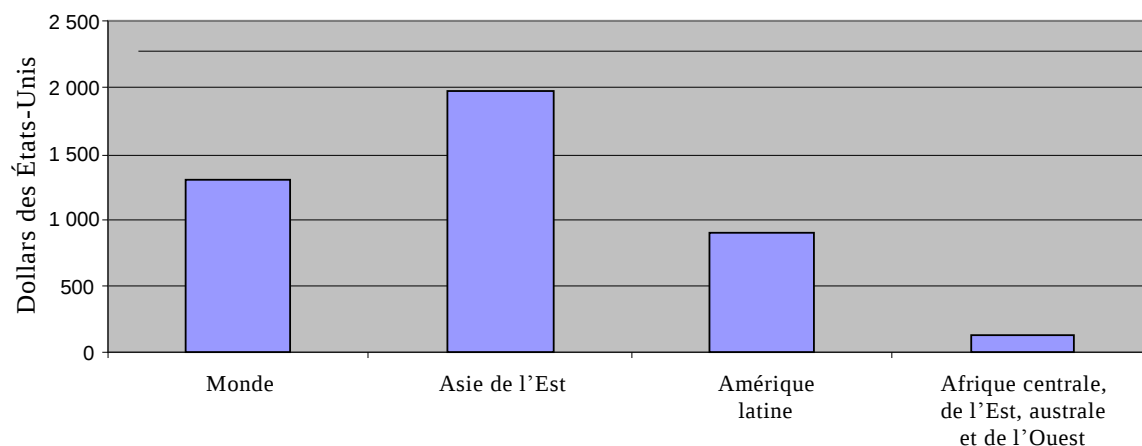
⁸ P. Drummond, V. Thakoor et S. Yu, « Africa Rising: Harnessing the Demographic Dividend », IMF Working Paper n° 14/143 (Fonds monétaire international, Washington, 2014). Disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14143.pdf> (uniquement en anglais).

⁹ K. Watkins, « Too little Access, Not Enough Learning: Africa's Twin Deficit in Education » (Brookings Institute Press, Washington, D.C., 2013).

enseignants (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 2014). Le nombre d'enfants scolarisés a augmenté en passant de 62 millions en 1990 à 149 millions en 2012, mais les ressources n'ont pas augmenté au même rythme que cet accroissement (CEA et coll., 2014). En Afrique, les dépenses publiques annuelles par élève de l'enseignement primaire s'élèvent à 131 dollars, ce qui représente un dixième de la moyenne mondiale et se situe très en dessous de la moyenne de l'Asie de l'Est, qui est de 1 974 dollars (voir fig. XIII ci-dessous).

Figure XIII

Coût unitaire dans l'enseignement primaire en 2010



Source : Calculs effectués à partir de données de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2014).

Transition de l'école à l'emploi

55. L'achèvement de l'enseignement secondaire est crucial pour que les jeunes puissent acquérir les compétences leur permettant d'accéder à une formation technique et professionnelle plus spécifique, qui peut encourager à rechercher des gains de productivité (Centre africain pour la transformation économique, 2014). La scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire s'est accrue en passant de 29 % à 49 % entre 1999 et 2011 en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. Toutefois, les taux d'achèvement des études, en particulier pour les filles et les jeunes femmes, restent faibles en moyenne, à 37 %, et a fortement penché en faveur des populations urbaines à revenu plus élevé.

56. Dispenser un enseignement permettant de transformer les connaissances en productivité constitue la clef de l'industrialisation de l'Afrique. Cela impose notamment la nécessité d'assurer un plus grand accès à l'enseignement secondaire. Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, qui pourrait aider à remédier au déficit d'enseignants qualifiés, augmente au rythme de 6 %. Les inscriptions dans les universités africaines penchent vers les lettres et sciences humaines, les études scientifiques et d'ingénieur constituant seulement 25 % des inscriptions.

57. Les écoles traditionnelles sont mal équipées et la priorité n'est pas suffisamment accordée à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels ainsi qu'aux centres de formation professionnelle pour leur permettre

de répondre aux besoins du développement industriel. En Afrique, ces centres forment moins de 5 % des jeunes. De nombreux centres ne délivrent pas de diplômes reconnus et disposent de trop peu de personnels qualifiés, ont un équipement obsolète, des programmes mal adaptés et de faibles liens avec le marché du travail. Les compétences requises pour la transformation vont au-delà des formes institutionnelles d'éducation. Les capacités productives nationales se développent grâce aux processus interdépendants de l'accumulation de capital et du progrès technologique, qui aboutissent à des changements structurels, auxquels s'ajoute un ensemble de compétences qui permettent l'adoption et l'imitation technologiques, et le progrès. Combiner les formes institutionnelles d'éducation avec une formation en cours d'emploi et avec l'apprentissage aide à acquérir les compétences requises pour la transformation.

58. Outre les compétences techniques pures, des compétences non techniques, comme les compétences cognitives, créatives, qui permettent de résoudre des problèmes et les compétences managériales sont nécessaires; ces compétences sont difficiles à développer dans les systèmes scolaires traditionnels. Des éléments de preuve récents montrent que les programmes combinant une formation à l'école avec une formation en cours d'emploi permettent d'acquérir des compétences (comportementales) non techniques et les compétences (techniques) pures, qui peuvent avoir des effets positifs sur l'employabilité et les revenus. Une main-d'œuvre médiocrement qualifiée et peu instruite constitue le principal goulet d'étranglement qui retient l'attention des dirigeants d'entreprises mondiales quand ils réfléchissent à des décisions d'investissement en Afrique (Centre africain pour la transformation économique, 2014).

Progrès dans le domaine de la santé: ils sont cruciaux pour la productivité de la main-d'œuvre et l'industrialisation

59. Des programmes ciblés qui permettent d'améliorer la situation dans les domaines de la santé et de la malnutrition peuvent aider à accroître le niveau d'instruction et la productivité, avec des effets démultiplicateurs sur la croissance et le développement. En effet, la perte de productivité du travail (mesurée par le nombre d'heures de travail perdues) due à la mortalité infantile liée à la malnutrition peut affecter l'ensemble de l'économie, atteignant 11,9 % du PIB en Éthiopie, 2 % en Ouganda et 1,4 % au Swaziland (Commission de l'Union africaine et coll., 2014). En ne s'attaquant pas rapidement à la malnutrition dans la vie d'un enfant conduit à l'accroissement des coûts des soins de santé et empêche l'enfant de s'insérer pleinement plus tard dans sa vie sur le marché du travail.

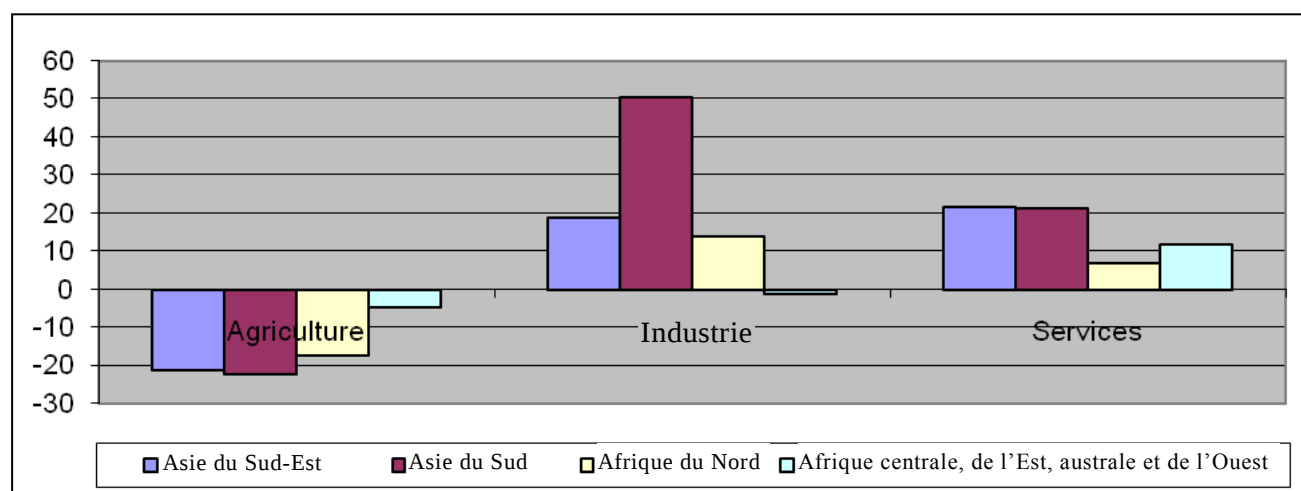
60. Le potentiel de gains de productivité pourrait même être plus important, si l'on s'attaque à la question de l'égalité dans l'accès aux services de santé et dans l'utilisation de ces services, indépendamment du revenu, du sexe et du lieu de résidence. Les frais médicaux pèsent de façon disproportionnée sur les groupes à faible revenu. Les familles peuvent être obligées de payer jusqu'à 90 % de tout soin de santé qui leur est prodigué. Ce qui fait peser un lourd fardeau sur les familles à faible revenu et constitue une des principales causes de la chute de celles-ci dans la pauvreté (Commission de l'Union africaine et coll., 2014).

L'emploi dans le secteur manufacturier et les services modernes constitue la clef de la transformation structurelle

61. La transformation structurelle est cruciale pour accroître la productivité du travail et la création d'emplois dans les pays en développement. Au cœur de cette transformation se trouve la nécessité de passer d'activités à faible productivité à des activités à productivité élevée et d'activités à forte intensité de capital à des activités à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans le secteur manufacturier. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, l'Algérie et la Tunisie, la diminution de la contribution de l'emploi agricole à faible productivité, conjuguée à une part croissante des activités productives industrielles, a ouvert la voie à la diversification économique et a accru la compétitivité des produits transformés de ces pays ainsi que l'intégration de ces produits dans les chaînes de valeur mondiales. Le passage de l'emploi que fournit l'agriculture à l'emploi que créent l'industrie et les services, une caractéristique de la transformation structurelle, est en cours en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, mais à un rythme moins soutenu comparativement à celui des économies de l'Asie de l'Est. En outre, les personnes qui quittent effectivement le secteur agricole sont habituellement absorbées par le secteur des services; il s'en est suivi que, entre 2000 et 2013, l'emploi dans le secteur industriel a stagné autour de 8,4 % de la population active (voir fig. XIV ci-dessous). Ce qui assombrit les perspectives économiques et de l'emploi, la plupart des emplois dans les services étant informels et se caractérisant par une faible productivité, de bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Cependant, l'augmentation du nombre d'emplois dans les services haut de gamme (tels que les technologies de l'information et des communications et les services financiers) est une évolution positive qu'il y a lieu d'encourager sur tout le continent (Banque africaine de développement, 2011).

Figure XIV

Emploi par secteur dans certaines régions, 2000 à 2013 (évolution en pourcentage)



Source : Calculs effectués à partir des indicateurs mondiaux du marché du travail (Organisation internationale du Travail, 2014).

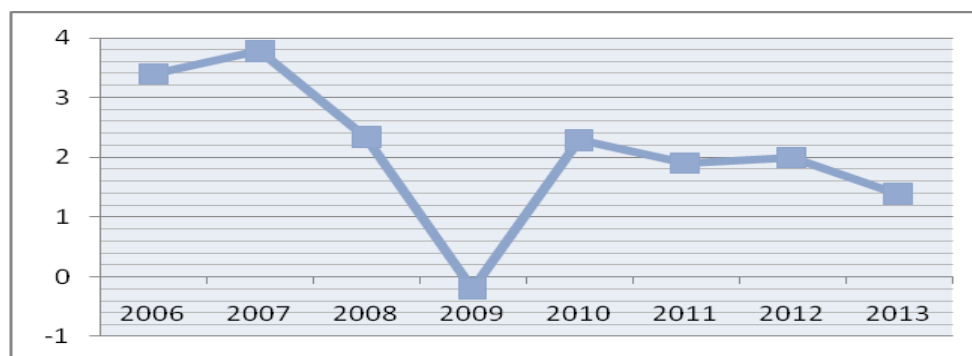
La faible productivité du travail assombrit les perspectives de l'emploi en Afrique

62. Un des principaux obstacles à la création d'un nombre élevé d'emplois en Afrique est la faible productivité du travail, en particulier dans l'agriculture, ce qui contribue à la persistance du problème de l'insécurité alimentaire sur le continent. En 2012-2013, la productivité du travail en Afrique a augmenté d'à peine 1,4 %, à un rythme plus lent que dans toutes les autres régions (voir fig. XV ci-dessous). Les gains de productivité restent entravés par le peu d'investissement dans les facteurs de production, notamment dans les ressources humaines. Dans un groupe de pays africains choisis pour lesquels des données existent (dont l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie), près de 1 travailleur sur 10 est sous-employé¹⁰. Les compétences de la population active sont sous-utilisées, avec des conséquences sur la productivité actuelle et future. L'investissement dans l'éducation liée à la technologie et à l'innovation et l'investissement dans l'acquisition de compétences qui stimulent la productivité et permettent de répondre aux besoins du marché du travail sont inadéquats. Un exemple de réussite est la stratégie des ressources humaines du Gouvernement du Cabo Verde, qui lie l'enseignement supérieur à la demande de main-d'œuvre, en particulier dans les secteurs des services et du tourisme de l'économie du pays (Banque africaine de développement, 2011). Le passage à une productivité de haut niveau dans le secteur des services a pu se faire grâce à la production de services fondés sur les connaissances et favorisés par l'innovation et l'entrepreneuriat, et grâce à la mise au point d'outils informatiques de gestion.

Figure XV

Croissance de la productivité du travail en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest

(Évolution en pourcentage)



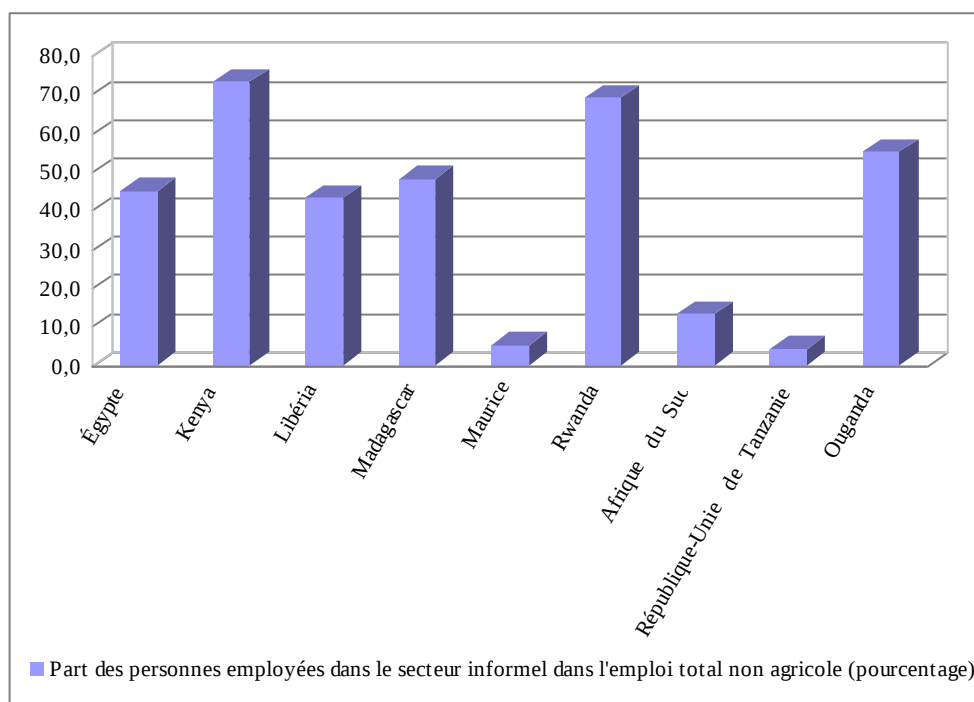
Source : Calculs de la Commission économique pour l'Afrique effectués à partir des indicateurs mondiaux du marché du travail (Organisation internationale du Travail, 2014).

¹⁰ L'indicateur fait référence au sous-emploi en tant que pourcentage de l'ensemble de la population active ou du total des emplois.

Le secteur informel continue d'être le principal moteur de la création d'emplois

63. Étant donné que le secteur formel – tant public que privé – ne peut pas absorber la vague croissante de demandeurs d'emploi, l'emploi informel constitue le moteur de la création d'emplois dans la plupart des pays africains (voir fig. XVI ci-dessous). On estime que, en 2012, 77,2 % des travailleurs en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest étaient soit des travailleurs indépendants soit des travailleurs familiaux (OIT, 2014).

Figure XVI
Taille du secteur informel : certains pays



Source : Calculs effectués à partir des indicateurs mondiaux du marché du travail (Organisation internationale du Travail, 2014).

64. S'agissant de la distinction entre hommes et femmes, le commerce informel est la source la plus importante d'emplois pour les femmes travailleuses indépendantes de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest, à savoir 60 % de l'emploi non agricole. Le commerce informel transfrontière dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) vaut 17,6 milliards de dollars par an et entre pour 30 % à 40 % dans le commerce intra-SADC. Quelque 70 % des personnes qui s'adonnent au commerce transfrontière sont des femmes (OIT, 2004).

65. Bien que l'informel soit principalement utilisé comme mécanisme de survie, il existe une grande marge de manœuvre pour tirer parti du potentiel du secteur informel en Afrique, si l'on met en œuvre des politiques ciblées permettant d'étendre les systèmes de protection sociale, si l'on recourt à des incitations

fiscales, si l'on applique des programmes de développement des compétences, si l'on favorise le transfert des technologies et si l'on investit dans les infrastructures. Certains pays ont déjà lancé des programmes de ce genre. Actuellement, la couverture par la protection sociale des travailleurs du secteur informel est très faible en Afrique, se situant autour de 10 %, contre plus de 50 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Conclusions à tirer sur le plan de l'action

66. Les pays africains doivent s'appuyer sur les progrès réalisés pour poursuivre la mise en place d'institutions solides qui préservent et améliorent le climat des affaires, la gouvernance économique et la gestion macroéconomique, en vue d'accroître la résilience face à des chocs extérieurs tels que la baisse des flux de capitaux consécutive à l'adoption de politiques monétaires plus rigoureuses dans les économies développées, la baisse de la croissance dans des économies émergentes telles que la Chine et la fragilité économique dans la zone euro.

67. Des stratégies doivent être élaborées pour remédier aux insuffisances dans le capital humain, combler le déficit dans les infrastructures physiques, s'attaquer au déficit du secteur manufacturier dans la croissance du continent et replacer l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales grâce à la facilitation du commerce des biens intermédiaires et des services. Un cadre bien choisi de politique commerciale, avec une définition des étapes stratégiques, peut être utilisé pour tirer le maximum de bénéfices du commerce en vue de l'industrialisation.

68. Ces efforts exigent des mécanismes de financement novateurs permettant d'orienter l'épargne vers l'industrie (en particulier l'industrie manufacturière) et vers l'agriculture mécanisée. Il conviendrait de tirer parti des envois de fonds, la source la plus importante et la plus stable de financement extérieur. La première mesure consisterait à baisser les coûts du transfert d'argent vers l'Afrique. En moyenne, l'envoi de 200 dollars en Afrique coûte 23,8 dollars (11,9 % du total) (Banque mondiale et Commission européenne, 2013). Les gouvernements devraient aussi mieux utiliser les fonds de pension et les capitaux privés. Ceux des gouvernements qui disposent d'importantes réserves de change ne devraient pas se contenter de les épargner pour se prémunir contre les chocs exogènes, mais devraient les utiliser à des fins de développement, en particulier dans les secteurs qui stimulent la croissance.

69. Bien que la croissance de l'Afrique ait été robuste et résiliente, le continent ne se trouve pas encore sur la trajectoire du développement sans exclusion qui est nécessaire pour traduire la croissance en emplois et pour réduire la pauvreté et les inégalités. Les pays africains doivent mettre en œuvre des stratégies centrées sur le développement social, parce que le capital humain est essentiel pour l'innovation, l'industrialisation et la transformation structurelle. Dans l'éducation, l'accent doit être mis sur des études visant à renforcer le processus de transformation dans des domaines où l'Afrique dispose d'un avantage comparatif, tels que la transformation de ses ressources naturelles. Des mesures d'incitation devraient être prises pour encourager les enfants et les jeunes à entreprendre des études scientifiques et d'ingénieur dans tous les niveaux de l'enseignement.

70. Compte tenu de l'importance du secteur informel dans le commerce et de la contribution de ce secteur au PIB, il y a lieu d'adopter des politiques du marché du travail (pour aider au développement des compétences et de l'adaptabilité humaines,

et faciliter la mobilité entre les professions, les entreprises, les industries et les pays); de créer un cadre réglementaire, tout en maintenant les charges à un niveau minimum, en renforçant la compétition et en aidant à l'ouverture des marchés; de mettre en place des mécanismes de protection sociale; de prendre des mesures d'incitation dans le domaine fiscal et du crédit afin de favoriser le développement le développement du secteur privé, principalement des petites et moyennes entreprises; enfin, de construire de meilleures infrastructures et d'accroître l'accès des entreprises informelles aux biens publics, aux services et à la technologie.
